

LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA PROMOTION DES LANGUES AFRICAINES :BILAN ET PERSPECTIVES

(NIVEAU CONTINENTAL)

I.Introduction

La Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (1963) ainsi que l'Acte Constitutif de l'Union Africaine (2000) reconnaissent , en termes très diplomatiques , le rôle irremplaçable des langues africaines . Par exemple l'article XXV de l'Acte Constitutif est ainsi libellé : « Les langues de travail de l'Union et de toutes ces institutions sont , si possible , les langues africaines ainsi que l'arabe , l'anglais, le français et le portugais ».

L'O.U.A. , l'UNESCO et l'ACCT (AIF) ont coopéré très étroitement en matière de promotion des langues africaines . Un ouvrage documenté et argumenté en rend compte : il s'agit de « Langues et politiques de langues en Afrique Noire-L'expérience de l'expérience de l'UNESCO » , édité par mon ami Alfa Ibrahim Sow (Paris , Nubia, 1977). Le présent texte n'engage que ma seule responsabilité , parce que j'ai été associé à beaucoup d'activités dans le domaine . Après avoir présenté un bilan sommaire, je formule quelques suggestions pour le futur.

L'OUA avait deux bureaux spécialisés pour les langues : le Bureau Linguistique Inter-Africaine, BIL , de Kampala (Uganda) et le Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par la Tradition Orale, CELHTO , de Niamey (Niger). Le BIL ayant été fermé en 1987 , il ne reste que celui de Niamey .

II.Bilan succinct

Pour mettre en relief les résultats obtenus , il est nécessaire de présenter séparément les bureaux à ce stade.

2.1. BIL / OUA

La décision de l'ouvrir a été prise en Janvier 1964 à Lagos , lors de la (première) réunion de la Commission de l'Education de la Recherche Scientifique et de la Technologie de l'OUA. Le Bureau a été créé en 1966 , mais ne devient opérationnel qu'en 1973.

2.1.1. Fonction

Il ressort de ses propres publications que les fonctions du BIL se subdivisent en trois parties :

1. Vulgarisation et développement des langues locales (africaines) ;
2. Expansion de la production des livres à but éducatif et autre ;
3. Concertation entre spécialistes afin de mieux répondre aux besoins des états membres.

2.1.2. Bilan

En plus de réunions , les résultats les plus remarquables sont :

1. la publication des manuels bilingues (langues africaines/langues africaines au succès certain : 3 éditions pour lingala-kiswahili , et 4 pour luganda-kiswahili) et de la revue Africa Languages/Langues Africaines. Faute de ressources , les manuels haoussa-kiswahili, bambara-haoussa etc.n'ont pas vu le jour ;
2. l'élaboration du Plan d'action Linguistique pour l'Afrique , adopté en 1986 ;

3. vote par les Ministères de la Culture (juin 1986) d'une résolution sur sur l'utilisation du kiswahili comme langue de travail ;

4. l'organisation de deux réunions du Comité Préparatoire du Congrès Constitutif de l'Union Panafricaine de Linguistique ;

5. l'encouragement aux universités qui inscrivent dans leur programme l'enseignement des langues africaines non maternelles, en commerçant par le kiswahili

Après la fermeture du Bureau et le transfert au CELHTO de la division Langues, les activités 4 et 5 se sont poursuivies.

2.2. (CRD^HTO) CELTO / OUA

2.2.1. Objectifs

A sa création en 1968, le Centre Régional de Documentation pour la Tradition Orale , CRD^HTO , avait pour fonction de coordonner en Afrique Occidentale :

1. la collecte et l'étude des traditions orales et les recherches sur les cultures africaines , selon le Plan régional coordonné de Ouagadougou (1968) ;

2. les activités relatives à la promotion des langues africaines.
La réalisation de cet objectif implique

3. l'organisation des réunions
4. la publication des résultats

2.2.2. Bilan

Les principaux résultats obtenus sont les suivants :

1. Exécution du Plan régional coordonné de Ouagadougou , évalué en 1978 ; adoption d'un second programme pour l'Afrique Occidentale ;
2. Participation à la préparation et à l'adoption , par la Conférence Générale de l'UNESCO en 1972 , du Plan décennal pour l'étude systématique de la tradition orale et la promotion des langues africaines comme véhicule de culture et instruments d'éducation permanente ;
3. Intégration à l'OUA en 1974 , sous le nom de Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par la Tradition Orale. Cette dénomination occulte la question fondamentale de la promotion des langues africaines , c'est-à-dire leur étude scientifique et leur utilisation comme langues d'éducation , d'alphabétisation , d'administration , de communication et de travail , de diffusion des sciences et de la technologie , pour tout dire comme langues écrites et enseignées . Au cours de l'exercice 1984-85 , il est demandé au CELHTO d'étendre ses activités à toute l'Afrique ;
4. En Novembre 1981, grâce au financement de l'Institut Culturel

Africaine (ICA) , séminaire de concertation des
Centre Régionaux de Traditions Orales de Langues
Africaines ; ordre du jour :

- i. évaluation du plan décennal
 - ii. modalités de coopération entre Centre
Régionaux ;
5. Attribution de prix pour encourager la création
littéraire en langues
Africaines (six pays d'Afrique Occidentale ;
EACROTANAL) ;
 6. Octroi de bourse de voyage à des chercheurs pour
aller dans une autre
région (Afrique Centrale et Orientale vers l'Afrique
Occidentale) ;
 7. Soutien à dix centres nationaux (Afrique
Occidentale) et deux centres
régionaux (CERTODOLA de Yaoundé et
EACROTANAL de Zanzibar) pour l'exécution de
projet nationaux ou régionaux . Il faut noter que
l'OUA n'a jamais accordé au CERTODOLA et à
l'EACROTANAL le soutiens politique et financier
auquel ils pouvaient prétendre car ils étaient , dans
leur régions, les homologues du CRDTO de Niamey
. Au contraire , on a pensé que le CELHTO pouvait
se substituer à eux ;
 8. Concernant la collaboration avec l'UNESCO , le
CELHTO a assuré
la coordination de la traduction en haoussa de la
version abrégée de l'Histoire Générale de l'Afrique ,
et a coopéré à la traduction en fulfulde. La version
kiswahili a été coordonnée par l'Institut de
Recherche sur le Kiswahili de l'Université de Dar
Es-Salam. Notons que les versions hausa et fulfulde
n'ont pas encore été achevées alors que nous avons

recommandé la traduction dans une seconde série de langues africaines ;

Par contre, s'agissant de la normalisation de la transcription de nos langues, un alphabet africain de référence a été adopté au cours d'une réunion d'experts organisée par l'UNESCO à Niamey en Juillet 1978 ;

9. Dans la coopération avec l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, ACCT (traditions orales : 4 ; langues : 13), coordination générale des projets régionaux de l'Afrique Occidentale ;

10. En Juin 1993, organisation en coopération avec l'UNESCO et la CICIBA de Libreville, de la réunion pour l'adoption du programme régional des traditions orales et langues africaines de l'Afrique Australe, à Harare (Zimbabwe) ; la décision est prise de créer le Southern African Centre for African Languages and Oral Tradition, SACALOT : son siège est fixé à ~~fixé~~ Maseru, conformément à la recommandation d'une réunion antérieure.

2.3. Publications :

2.3.1 Langues africaines

2.3.1.1. OUA (BIL, CELHTO)

- parues : 13 (kiswahili : 3 ; hausa : 3 ; fulfulde : 3)
- à paraître : 15

2.3.1.2. Usman Danfodiyo University Press, Sokoto, Nigeria

- Kammallallan Tarihin Afrika , Juzu'i na 1 . Dabarun Rubuta Tarihi da kuma Labarin Afirka gabanin tarihi (1991) ;
- Kammallallan Tarihin Afrika , Juzu'i na 2. Wayewar kan Afrika ta dawri (1982)

2.3.1.3. YUNESKOO

- Daartol Kummungal. I. Afrik Peje Kayallaagal e Afrik ko Adii Daartol
- Daartol Afrik Kummungol II. Afrik mo yonta gadano (1992)

2.3.2. Bilingues (langues africaines / langues européennes)

- parues : 11 (mandingue : 3 ; songhay : 3 etc.)
- nouveautés : 31
- à rééditer : 11

2.3.3. Trilingue

- dictionnaire fulfulde-français-english

2.3.4. Vidéocassettes

Production d'une dizaine de vidéo-cassettes sur les rites et fêtes (Côte d'Ivoire, Ghana, Mali , Niger) dont un dessin animé sur la lutte traditionnelle.

III. Suggestions

Parmi les observations faites par les réunion antérieures, deux me paraissent prédominantes.

1. En matière de politique linguistique , aucun état africain n'a

atteint le stade de l'irréversibilité. Cela avait été souligné à Niamey en juillet 1978, lors des débats sur l'alphabet africain de référence . L'affirmation reste valable car , semble -t-il , seuls l'Afrique du Sud et le Mali ont très clairement défini une politique linguistique africaine et démocratique .

2. Pour des raisons scientifiques mais aussi politiques , les langues menacées ou minoritaires doivent bénéficier d'une attention spéciale : elles éclairent l'histoire de nos langues .

Deux suggestions me paraissent essentielles.

3. Grâce à la coopération culturelle avec les organisations inter-nationales compétentes , la coordination de la promotion des langues africaines a été assurée par des Centres régionaux de tradition orales et des langues africaines (CRDTO-CELHTO de Niamey , CERTODOLA de Yaoundé , EACROTANAL de Zanzibar , SACALOT de Maseru) . Le CICIBA de Libre-ville a dépassé la répartition en région. Aujourd'hui , tous ces centres végètent. Comme l'a récommandé la Conférence Intergouvernementale de Harare (Mars 1997), il faut les redynamiser , après avoir établi le bilan objectif . Car malgré les difficultés , on ne saurait

c'est à leur niveau que
les besoins des Etats

nier la nécessité de leur existence :
sont pris en compte les problèmes et
membres.

4. Parallèlement , pour lever toute équivoque et surtout combattre les dérives identitaires qui se manifestent ici et là , il faut réunir le Congrès Constitutif de l'Union Panafricaine des linguistes : l'idée était devenue une obsession pour notre regretté collègue , Pr. Kahombo Mateen , Directeur du BIL/OUA de Kampala

La réunion préparatoire de 1993 lui avait assigné deux objectifs :

- a) favoriser un débat large et approfondi sur les problèmes linguistiques , notamment à la lumière des changements intervenus en Afrique et dans le monde ;
- b) examiner et adopter un programme prioritaire

Les thèmes à étudier au cours du Congrès avaient été choisis :

- a) la mobilisation des langues africaines pour l'indépendance , l'intégration et le développement
- b) l'adoption des langues africaines dans comme langues officielles ;

- c) la modernisation et l'utilisation des langues africaines dans tous les domaines ;
- d) la place des langues étrangères en Afrique ;
- e) multilinguisme et unité linguistique au niveau national , régional et continental ;
- f) langues , démocratie et droits des peuples

Conclusion

En terminant , je signale que grâce à l'UNESCO , « L'éducation en Afrique » d'Abdou Moumouni a été réédité en 1998 par Présence Africaine . Le Pr. Joseph Ki-Zerbo en a écrit la préface .

Après avoir montré que « les enjeux fondamentaux de ce problème majeur n'ont pas substantiellement varié dans nos pays formellement indépendants depuis 1960 » , il analyse la démarche de l'auteur jusqu'à la dernière partie du volume, intitulée « les voies d'un véritable renouveau culturel africain ».

Le Pr. Joseph Ki-Zerbo écrit :

« C'est là que l'auteur distingue nettement entre les conditions et matrices et motrices d'une refondation de l'éducation, et des modalités pratiques et technique du sous-système. Parmi ces conditions structurelles , les plus fondamentales sont les suivantes :

- tiem*
1. L'intégrité africaine, base d'une division interafricaine du travail éducationnel et d'un envol scientifique viable et fiable.
 2. Les langues africaines, sans lesquelles il n'y a ni décollage quantitatif, ni contenu culturel par une éducation extravertie et aliénée.
 3. L'alphabétisation, qui seul crée le contexte de masse non élitiste *الم* sous-système éducatif
 4. La recherche scientifique, endogène, encore embryonnaire, sans laquelle l'éducation n'est pas nourrie par l'élan du génie créateur africain
 5. La volonté politique si défaillante encore et sans laquelle on répand des fleuves de salive stérile. On dégoise des discours de zombie. On parle pour ne rien dire .

La seule façon de prouver notre fidélité à nos peuples est de les aider, à partir de leurs langues et de leurs cultures, à édifier une Afrique unie, démocratique, prospère et pacifique.

Niamey, le 5 Septembre 2001
 Diouldé Laya, sociologue
 Ancien directeur CELHTO/OUA

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Specialized Technical and representational Agencies

ACALAN Collection

2001

La coopération internationale pour la promotion des langues africaines : bilan et perspectives (niveau continental)

CELHTO/OUA

CELHTO/OUA

<http://archives.au.int/handle/123456789/1574>

Downloaded from African Union Common Repository